



**PRÉFÈTE
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 08/11/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



NUTRIBIO

Avenue Fernand Belondrade
BP 805
82008 MONTAUBAN

Références : [référence à compléter](#)

Code AIOT : 0006802449

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2022 dans l'établissement NUTRIBIO implanté Avenue Fernand Belondrade BP 805 82000 MONTAUBAN. L'inspection a été annoncée le 17/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et du suivi du plan d'action de réduction des consommations d'eau

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUTRIBIO
- Avenue Fernand Belondrade BP 805 82000 MONTAUBAN
- Code AIOT : 0006802449
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société Nutribio exerce une activité de transformation de lait et de ses produits dérivés et notamment du lait infantile en poudre conventionnel ou bio. Cet établissement est régulièrement autorisé au titre de la législation des installations classées par un arrêté préfectoral du 15 janvier 2001 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 1er mars 2022 ayant notamment mis à jour le classement du site. L'activité de Nutribio concerne la réception du lait et différentes étapes de transformation.

Les produits finis sont conditionnés sur site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de la visite précédente
- consommation en eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	consommation en eau	AP Complémentaire du 29/06/2018, article Annexe II points 5. 6 et 7	/	Sans objet
3	Suivi des ratios de consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 2.1.1 modifié	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 1.2.1	/	Sans objet
4	rejets liquides	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 2.4.1 modifié	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en oeuvre un programme de réduction de ses consommations en eau mais constate une dégradation de ses résultats depuis le 2e semestre 2021, des actions complémentaires doivent être engagées pour respecter les ratios de consommation prescrits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : protection de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ouvrage de prélèvement dans le cours d'eau ne doit pas gêner la libre circulation des eaux
Constats : Lors de l'inspection du 3 février 2021, il avait été indiqué que l'ouvrage de prélèvement dans le Tescou n'était plus utilisé et serait détruit l'été prochain, ainsi que le seuil associé. Lors de la visite l'inspection n'a pas constaté d'ouvrage de prélèvement dans le Tescou ni de seuil associé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/06/2018, article Annexe II points 5. 6 et 7
Thème(s) : Risques chroniques, consommation en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : plan de mise en oeuvre de moyen de réduction de la consommation d'eau. (...) 5. Mise en place d'une nouvelle tour aéroréfrigérante pour alimenter le condenseur de l'évaporateur n°1 6. Récupération des condensats de l'évaporateur n°1 7. Mise en circuit fermé de l'eau des garnitures des pompes de reprise et du système de refroidissement de l'huile de la RMV (recompression mécanique des vapeurs) évaporateur n°1 échéance fin 2018 (...) 10. Mise en place d'une NEP spécifique pour le lavage des 3 évaporateurs. échéance fin 2020</p> <p>Constats : A la suite de l'inspection du 3 février 2021, l'exploitant avait indiqué que : - Les 3 actions (5, 6 et 7) sont liées. Les travaux sont en cours de finalisation (mise en service prévue mi-février 2021). L'eau sera bien recirculée. Cependant le refroidissement ne se fera pas par une tour aéroréfrigérante, mais grâce à un échangeur de chaleur qui réchauffera les condensats. - qu'il a remplacé l'action 10 par l'optimisation des lavages sur l'atelier REP (réception lait) /Déminéralisation, dont les gains annuels de consommation d'eau devraient être largement supérieurs. Cette action a commencé fin 2019 par les diagnostics. Les actions seront mises en place entre début 2021 et fin 2021.</p> <p>Un porter à connaissance a été transmis le 12 mars 2021</p> <p>Lors de la visite l'exploitant a indiqué que : - l'ensemble du plan de réduction prescrit, et adapté selon le porter à connaissance susvisé, a été mis en oeuvre, à l'exception du Plan d'optimisation des consommations d'eau sur les NEP REP / FILTRATION lancé en 2020 et qui reste à finaliser (3 lignes optimisées sur 10), ces premières optimisations ont permis un gain évalué à 20 000m3. - que ces mesures ont permis une réduction de 40 % de la consommation annuelle entre 2015 (659 621 m3) et 2021 (398 547 m3) - qu'il a identifié des mesures complémentaires à mettre en place : Passage en monophasé alternée (soude additivée) sur certaines lignes pour supprimer certains rinçages (gain estimé de 20 000 m3/an) et refonte du parc Evaporateurs (remplacement de l'evapo 1 vieillissant et consommateur et mise en place de certains ingrédients sous forme de poudre sans mouillage)</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de compléter son porter à connaissance en : - fournissant une actualisation de l'échéancier pour la finalisation Plan d'optimisation des consommations d'eau sur les NEP REP / FILTRATION. - intégrant les mesures complémentaires prévues avec leur échéancier. Parmi les mesures complémentaires, l'exploitant évaluera notamment la possibilité d'intégrer la mise en place d'une NEP spécifique pour le lavage des 3 évaporateurs qui n'avait pas été priorisée. Ce plan mis à jour évaluera les gains attendus de manière à être en capacité de respecter au plus vite les ratios de consommation prescrits.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites – délai 30 jours
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suivi des ratios de consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 2.1.1 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, consommation en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre et maintient les moyens de réduction de consommation d'eau définis dans l'annexe II du présent arrêté. La mise en œuvre est réalisée selon l'échéancier intégré à l'annexe II, un point d'avancement annuel est réalisé et transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février des années 2019, 2020, 2021, 2022, 2023.</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p> <p>Les prélèvements d'eau sont limités à ceux définis dans le tableau ci-dessous[2022] :</p> <p>(...) Pompage Tarn : 400 m3/h 200 000 m3/an</p> <p>Forage en nappe : 25 m3/h 220 000 m3/an</p> <p>Eau potable : 120 m3/h 350 000 m3/an</p> <p>Ratio Leau/Llait : 1,8</p> <p>Prélèvement maximal pour 700 000l de lait par jour : 1260 m3/j</p> <p>Prélèvement maximal pour 700 000l de lait par jour : 459900m3/an (...)</p> <p>Mensuellement, en plus de l'autosurveillance, l'exploitant fait part à l'inspecteur des installations classées de ses consommations d'eau, de la quantité de lait traitée ainsi que du calcul du ratio.</p> <p>Constats : L'exploitant a déclaré dans l'application GEREP pour 2021 : 250 699 m3 pour le pompage AEP 147 848 m3 pour le forage en nappe 1873 m³ pour le pompage dans le tarn</p> <p>Les volumes maximum de prélèvements annuels sont respectés.</p> <p>L'exploitant avait indiqué en février 2021 qu'il ne suivait pas l'indicateur "Prélèvement maximal pour 700 000l de lait par jour calculé sur la base d'une moyenne hebdomadaire". Il a transmis postérieurement à l'inspection les volumes journaliers "eau de forage et eau de ville" mesurés du 1er janvier 2021 au 03 mars 2021. Ces volumes ne comprennent pas le prélèvement dans le Tarn, et ne sont pas ramenés à une production de 700 000l de lait par jour calculé sur la base d'une moyenne hebdomadaire</p> <p>L'exploitant envoie mensuellement par mail à l'inspecteur en charge du site : les volumes de lait traités, les volumes d'eau rejetée et consommée, et les ratios correspondant. L'inspection demande à l'exploitant de procéder à une copie de l'envoi sur la boîte fonctionnelle uid-82-46.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr.</p> <p>Les derniers ratios Leau/Llait déclarés en juillet 2022 sont les suivants : 2,27 pour eau consommée (cible 2022 : 1,8) 1,86 pour eau rejetée (cible 2022 : 1,7)</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs que la moyenne 2021 est de 2,29 pour les eaux consommées (cible 2021 : 2,1), et la moyenne actuelle 2022 pour le moment est de 2,46 (cible 2022 : 1,8).</p> <p>L'exploitant constate une dégradation des résultats depuis le 2e semestre 2021, issue principalement d'une plus forte consommation d'eau de l'atelier REP/FILTRATION et une hausse de la part du "non compté", sans en identifier clairement toutes les causes. Des investigations ont été menées lors de l'arrêt technique qui n'ont pas permis de mettre en avant une fuite des réseaux. Un compteur supplémentaire devrait être mis en place.</p>

L'inspection demande à l'exploitant de poursuivre ses investigations sur les recherches de fuite et de mettre en oeuvre un plan d'action complémentaire afin d'atteindre les objectifs fixés en matière de ratio. (cf point de contrôle correspondant)
Type de suites proposées : Susceptible de suites – délai 30 jours
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : rejets liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 2.4.1 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des rejets liquides susceptibles d'être pollués est collecté et envoyé en traitement vers la station d'épuration interne du site avant rejet. Seules les eaux pluviales peuvent transiter dans le réseau pluvial avant rejet dans le milieu naturel.
Constats : L'exploitant a confirmé la mise en circuit fermé de l'évaporateur n°1 le 7 mars 2021 et a transmis le plan des réseaux à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet